OCTOBRE 2026

TIRE-AU-FLANC

N°8 SUPPLEMENT

CONTRE LA GUERRE / CONTRE L'EXPLOITATION

QUELLE CLASSE !

Samedi 17 octobre un formidable élan de révolte a secoué toutes les villes de l'hexagone. Cette journée laisse derrière elle une certitude : après avoir subi et baissé les yeux pendant des années, on a enfin relevé la tête.
Une foule immense a envahi les rues : elle s'est jetée à l'assaut d'une police débordée de toutes parts et des vitrines qui toute l'année exposent avec indécence les marchandises inaccessibles qu'on nous fait miroiter pour nous tenir en laisse. Ayant mis les flics en déroute jusque dans les soi-disant beaux quartiers, à travers eux c'est l'État et les bourges qui sont visés. Cette fureur soudaine n'a rien du « déferlement de violence insensée » que les chiens de garde de l'ordre établi font semblant de ne pas comprendre. C'est la réponse encore balbutiante mais logique et conséquente d'une classe exploitée, écrasée et humiliée chaque jour de son existence par une nuée de flics, de chefs, de patrons, de bourges et autres dirigeants, face à des conditions de plus en plus intenables.

C'est un premier coup d'arrêt mis au serrage de vis jusqu'à présent implacable entrepris par la bourgeoisie : nous mettre au régime maigre, sur la paille et nous faire marcher au pas en attendant de nous envoyer crever pour défendre ses intérêts dans des guerres qui ne profitent qu'à eux. C'est une journée d'émeutes qui brisent la glace : le temps d'une journée déjà, elle fait voler en éclat les apparences trompeuses d'une acceptation résignée de son sort par chacun, elle a pulvérisé nombre des barrières qui séparent soi-disant les exploités entre eux selon d'où ils viennent, leur âge ou leur boulot, unis dans la haine des flics, dans la haine des bourges, et dans la joie de les avoir, ce coup-ci, bien calottés.

Au coude-à-coude dans l'affrontement de masse contre le régime des exploiteurs, on refait l'expérience électrisante de notre force collective, capable d'ébranler le monde.

EN DEFENSE DU 17 OCTOBRE

Samedi 17 octobre, sur tous les territoires gouvernés par l' État français une bonne partie des villes grandes ou petites ont connues un veritable soulèvement. Cette journée à fini d'éclater la morosité pré-électorale que la révolte lycéenne avait commencé à fissurer depuis un mois.

Entre la rage générée par la répression sauvage des blocages lycéens et la révolte généralisée contre le coût de la vie en pleine explosion, prix du carburant en tête,
on sentait l'attente que suscitait cette journée. Sur les réseaux sociaux, chez nos voisins, chez nos collègues, dans nos familles et nos potes, on voyait depuis quelques semaines monter l'envie d'en être, et de leur faire payer.

Le moins que l'on puisse dire c'est que le mot d'ordre « contre la vie chère » a été pris au sérieux. Impossible en effet ne pas voir dans les innombrables magasins vidés de leurs marchandise une volonté de reprendre immédiatement ce dont on doit se priver toute l'année. Pas besoin de rappeler les chiffres, ceux qui liront ces lignes se rendent sans doute compte au quotidien d'une explosion des prix du nécessaire (bouffe, chauffage, gasoil, loyer...) sans aucune connexion avec des salaires qui stagnent et des allocations qui se réduisent à peau de chagrin. Devant cet appauvrissement généralisé comment ne pas se réjouir que des dizaines voir des milliers de jeunes prolos ont décidé samedi de ne plus se résigner et de se servir directement.

Alors à tous ceux que les cris effrayés des bourgeois sur tous les plateaux tv ne suffisent pas à convaincre, nous affirmons : oui ce que nous avons vécu est une poussée violente de lutte des classes. Bien plus que 6 mois de manifs bien cadrées et de grèves bimensuelles. La journée et la soirée de samedi ont été l'expression d'une classe qui sait qu'elle n'a plus rien à attendre de ceux qui nous exploitent et qui nous gouvernent. Parce que la bourgeoisie n'a plus aucune perspective positive à proposer, plus d'ascenseur social, plus de réduction du temps de travail, plus de « on vivra mieux que nos parents ».

Seulement l'exploitation, le désastre climatique et la guerre.
« Les poubelles brulées ça fait peur aux ordures ».
À ce slogan scandé par des dizaines de milliers de lycéens ces dernières semaines nous rajouterons : les pillages ça fait peur aux profiteurs. Parce que oui, dans le fond comment appeler autrement ceux qui nous vendent à des prix prohibitifs toutes les marchandises que nous produisons, nous les travailleurs et que nous avons en bout de chaine à peine les moyens de nous payer.

Profiteurs d'une société qui crée le besoin pour quantité de marchandises trop chères et de mauvaise qualité, nous poussant à nous serrer la ceinture chaque année pour un nouveau téléphone ou pour la dernière paire de chaussures à la mode. Profiteurs d'une situation ou les prix augmentent en flèche et donc les marges aussi. Profiteurs des conditions de travail et des salaires souvent minables de leur salariés. Et qu'on ne viennent pas nous parler de l'augmentation des coûts ou de la consommation en berne pour le justifier! Les prix augmentent pour tout le monde, et nous on les répercute où?

Aux bobos qui voudront encore prendre la défense de leur petit caviste ou de leur épicier bio « qui est super sympa même qu'il soutient la lutte » nous répondrons que pour le dire poliment c'est pas sa personne qui est attaqué, mais sa fonction sociale, celle qui nous oblige à trimer pour accéder à la marchandise et qui continue de nous humilier quand on a même pas de quoi se la payer.

Aux gauchistes de toutes les chapelles, aux chefs syndicaux et à tous ceux qui ne veulent de lutte que bien ordonnée, bien encadrée (de préférence par eux), qui doit se traduire dans les urnes, bref bien (in)soumise, nous rappelerons que tous les évènements révolutionnaires se sont accompagnés du pillage des commerçants vus comme voleurs et profiteurs, de juillet 1789 contre les boulangers et grainetiers de Paris à la Révolution de 1917 où les boutiques de luxe de la perspective Nevsky ont été méthodiquement vidées, pas de révolution sans réappropriation.

Les nombreux exemples de prix exorbitants mis en avant sur les réseaux sociaux en guise d'avertissement les jours précédents le 17 le montrent bien, pour de nombreux prols la question de notre légitimité est réglée. Les centaines de milliers de personnes qui ont tenu la rue face à la police, qui ont participé directement aux grandes scènes de réappropriation ou qui les ont rendues possible par leur bienveillante complicité ont fini de le démontrer, alors maintenant on fait quoi ?

AU-DELÀ DES PILLAGES

Parce que si le pillage est un acte politique, une affirmation du refus des règles du jeu de cette société, une volonté de reprendre immédiatement ce qu'on nous vole tous les jours, il ne suffit pas à faire une révolution.

Parce que oui nous affirmons qu'une révolution est aujourd'hui la seule perspective raisonnable aux catastrophes vers lesquelles nous précipite le système capitaliste.

La remilitarisation à marche forcée nous promet un avenir de guerre généralisée à court terme, le rabougrissement des débouchés pour les capitalistes et donc la concurrence entre les puissances atteint un point de non-retour. Le réarmement en Europe n'en est que le dernier symptôme, et *a priori*, les canons, on les construit pas pour aller aux champignons.

Le changement climatique induit par le mode de production capitaliste va bientôt, si ce n'est pas déja le cas, atteindre un seuil de non-retour qui va rendre de larges parties de la planète invivable pour l'homme et entraîner un enchaînement de conséquences encore dures à mesurer mais dont l'été qu'on vient de vivre n'est que l'amuse-bouche.

L'absence totale de perspectives de « progrès social » touche aujourd'hui tous les pays, tout simplement parce que l'économie ne peut plus croître ou presque. Les promesses d'amélioration de la vie des prolétaires par le travail ne trompent plus grand monde. La principale perspective d'enrichissement est aujourd'hui un peu partout, autour de la planète, le rêve de devenir un bourgeois à la petite semaine par la spéculation sur les cryptomonnaies ou l'achat-revente de produits à faible valeur ajoutée. Bref nous faire miroiter la possibilité d'accéder à leur classe mais sans jamais en ouvrir la porte. Et ainsi nous retourner contre les autre prols en insinuant leur idéologie du mérite personnel pour empêcher toute solidarité collective.

Enfin autoritarisme, racisme et bigoterie reviennent à la mode pour faire fermer leur gueule à ceux qui voudraient se révolter et finir de nous monter les uns contre les autres.

POURTANT

Des révoltes puissantes ont agité de nombreux pays aux 4 coins du globes ces dernières années, peut importe leur type de régime ou de développement capitaliste.

POURTANT

La journée de samedi a montré que le nombre de personnes prêtes à se révolter en France était immense. Des marées humaines partout, et partout solidarité et complicité face à la police et dans les pillages, même de la part d'une masse de manifestants n'y participant pas directement.

POURTANT

Cette révolte a rompu, au moins pour un temps, une partie des séparations qui avaient caractérisé les derniers moments chauds de la lutte des classes. C'est quasiment tout le monde qui est sorti en même temps, petites villes rurales et banlieues ouvrières, Gilets Jaunes et syndiqués de base, lycéens et chômeurs, travailleurs de tous secteurs comme retraités. Et c'est aussi ce qui a fait que ça a été si puissant

POURTANT

Le même jour des événements similaires ont eu lieu dans plusieurs villes d'Italie et en Belgique, depuis des semaines un puissant mouvement contre le prix des loyers et la difficulté à se loger (donc contre le coût de la vie) à lieu en Espagne et se propage au Portugal, un mouvement parti de la lutte contre la corruption se transforme en révolté généralisée en Albanie.

Alors il faut remettre ça, mais il faut aussi penser à la suite, s'organiser pour ne pas reproduire les erreurs des dernier mouvements. Continuer à ne pas se faire enfermer dans un calendrier syndical décousu et inoffensif mais aussi aller plus loin qu'une manif rituelle tous les samedis, aussi vénère soit-elle, mais plus rien de la semaine.

Il nous faut vite retrouver des lieux d'organisation comme l'étaient les ronds-points au début des Gilets Jaunes, pour pousser les actions et la solidarité au-delà des manifs du samedi. Continuer à rompre par les actes les divisions qu'essaient de nous imposer les dominants, le discours raciste sur les casseurs et pilleurs étrangers arrive déjà fort, restons tous solidaires.

Faire émerger des perspectives au-delà de la révolte et du refus, affirmer qu'une autre société est possible, débarassée des flics et de l'exploitation quotidienne, rendre crédible notre capacité à la faire advenir.

Soyons imaginatif et déterminés.
Alors peut être de nouveaux possible s'ouvriront.

NOUS VOULONS TOUT

FACE AU DÉSASTRE, « PLUS DE MOYENS » POUR QUOI ?

La morosité ambiante et le spectacle de la fin du monde ont été perturbés par l'irruption d'une révolte lycéenne que personne n'attendait.

Après un démarrage offensif et incontrôlé, la gauche est entrée en scène pour canaliser et pacifier le mouvement.

Comme toujours, elle oppose de soi-disant revendications « justes », « responsables » et « mesurées » aux pratiques de « mauvais manifestants » ou « casseurs » qu'il faudrait « éduquer » sinon « dénoncer ». Cette opération de pacification n'est pas nouvelle et a bien souvent trouvé des oreilles pour l'écouter et des bouches pour la répéter. Mais, après l'été le plus chaud qu'on ait vécu, alors que la guerre est partout et l'inflation galopante, alors que l'eau manque, alors que celles et ceux qui nous dominent mettent toute la thune ou bien directement dans leurs poches ou bien dans la police, la surveillance et l'armée pour tenter de protéger leurs fesses contre nos imprévisibles explosions de rage.

Le 17 octobre, le mouvement a été massivement rejoint par d'autres personnes et a pris une ampleur fantastique et inédite. « C'est le plus beau jour de ma vie » disait une lycéenne. C'est pas la seule. Le mouvement fait tâche d'huile dans plusieurs autres pays.

Le régime pris de panique et ses relais journalistiques se sont mis en mode « propagande de guerre » et chassent « Le Commanditaire ». Ils ne font là que reprendre la traditionnelle figure du bouc émissaire chère à l'extrême droite. Qui est responsable cette fois ? « Les jésuites » ? « Les francs-maçons » ? « Les juifs » ? « Les musulmans » ? « Ta grand-mère » ? Dans le récit conspirationniste qu'ils matraquent, des « casseurs extérieurs au mouvement » auraient été parachutés depuis leur cité des ténèbres par une « ultragauche » mystérieuse (et extraterrestre elle aussi) qui piloterait les opérations dans l'ombre. Aux ordres de qui ? Poutine ? Les martiens ?

Qui peut encore sincèrement croire que si des centaines de milliers de jeunes se bougent et affrontent les flics c'est pour exiger plus de profs et la clim ? Que s'ils ont été rejoints par des centaines de milliers d'autres gens partout, et qu'une majorité reste pendant les affrontements, c'est uniquement car l'essence est hors de prix ?

Quoi qu'on pense d'elle, c'est un fait : la société telle qu'on l'a connue est en fin de course. Pourtant certains font mine de croire le contraire et se posent désespérément en défenseurs de l'ordre existant. La droite comme la gauche mythifient des formes passées. Pour l'une : la « vraie France » éternellement en voie de disparition, pour l'autre : le « service public ». La droite vend ses mythos identitaires pour nous monter les uns contre les autres. Mais que propose la gauche ? « Plus de moyens » pour maintenir cette machine à abrutir, à broyer, à trier et à exclure la jeunesse ? « Voter » pour donner un visage plus gentil à la gestion d'un appareil de production qui détruit les corps et l'environnement. À un État qui administre et flique la population et qui aspire à contrôler le moindre brin d'herbe?
Autrefois le réformisme promettait de transformer la société par des améliorations graduelles. Il pouvait encore faire sens pour les générations qui, bien que toujours exploitées, avaient vu leur niveau de vie augmenter de façon notable au rythme du développement de l'économie et de la modernisation de la société. Aujourd'hui que proposent ces gens ? Ils n'ont plus rien à dire de concret parce que la croissance sur laquelle reposait leur projet s'est depuis longtemps essouflée. Il ne leur reste qu'à camper sur des positions dépassées et les illusions d'un monde perdu.

Ils ne s'expriment plus que dans la défense vague de quelques acquis et de quelques statuts en voie de disparition au sein de notre immense majorité fragmentée par la machine qui nous isole et nous exploite. Nous sommes à l'heure de la guerre généralisée, des sécheresses, des famines, le tout sur fond de développement exponentiel d'outils de contrôle à grande échelle. Aujourd'hui, plus personne de sensé ne peut nier les catastrophes qui commencent bouleverser en profondeur les sociétés humaines et nos vies. Continuer de formuler des revendications comme celle de la pérennité de ce système éducatif dégueulasse ou une augmentation de moyens ici ou là apparaît en complet décalage avec la réalité.

Ce discours prend la forme d'un spectacle qui déclame le contraire des faits sur lesquels il se plaque.

Ça saute aux yeux. L'avenir de cette société n'est absolument pas à la « réduction du temps de travail », ni à l' « augmentation des loisirs » ou à l'« amélioration du quotidien ». Bien au contraire, et ça ne va faire qu'empirer.

Celles et ceux qui nous dominent vont tout faire pour défendre leur bout de gras et prolonger cette horreur. Ce qui se dessine du coté du pouvoir, c'est un violent serrage de vis. C'est leur seul moyen pour à la fois repousser un peu l'échéance et espérer maintenir plus longtemps une part de la classe possédante dans sa situation. Il va y avoir des alliances, des trahisons et des tonnes d'idiots utiles parmi les millions d'êtres apeurés qui flippent pour leur petit statut, leur petit commerce et leur petite propriété.

Pour affronter les catastrophes en cours, les sociétés humaines vont devoir user de radicalité. Les demi-mesures n'ont plus aucun sens.

Les vues court-termistes de la gauche ou des libéraux n'offrent plus aucune perspective. Les nouveaux fascistes, eux, en ont une : ils espèrent profiter de la période pour se mettre bien et vivre leur meilleure vie au sein de leur petite élite en criant « viva la muerte » devant le spectacle de la désolation. En plus des seigneurs de la tech, ils sont déjà suivis par la cohorte des petits propriétaires flippés : la « majorité silencieuse » à qui ils vont la faire à l'envers.

Quant à nous, si nous voulons sortir de ce bourbier hérité de siècles de domination, il va falloir aller de l'avant et s'attaquer à la racine de ce qui nous a mené là. Il nous faut renverser la table et construire de nouveaux rapports basés sur la solidarité, la mise en commun et ne produire que pour répondre à nos besoins réels dans le monde abîmé dont on hérite. Face à la voie de la domination et de l'inégalité décomplexées que promeut le nouveau fascisme, il s'agit de la seule autre réponse crédible aux défis posés par la transformation écologique et l'impasse sociale. Cette réponse ne se fera pas dans les compromis et le dialogue avec nos ennemis prêts à mutiler, enfermer, torturer, massacrer en masse pour défendre l'ordre existant. Cette réponse ne sera pas franco-française. Elle ne passera pas par les urnes ou par l'État. Elle ne passera pas par une gestion locale, prétendument plus humaine, d'un ordre du monde qu'elle ne maîtrise pas et auquel elle devra se conformer. Cette réponse est celle d'une révolution. Elle ne passera que par notre combat et notre organisation à la base. Elle ne se fera que si la sédition se développe, se renforce et s'internationalise.

Face au désastre et à l'horreur qu'on nous promet, c'est la seule issue qui soit réaliste et désirable pour nous, pour tous.



Des gens de gauche rétorqueront « il n'y a pas de contradiction entre un mouvement à la base et les urnes », que les deux se « mènent de front ». C'est faux, quoi qu'on pense de la politique électorale et de l'État. En plus de l'absence de crédibilité et de l'aspect décalé et impraticable des promesses social-démocrates aujourd'hui, il va de soi que des forces qui ont des ambitions politiques doivent donner des gages de respectabilité aux différents aspects de l'ordre en place. Qu'elles en soient conscientes ou non, elles auront donc forcément tendance à jouer les « pompiers de la contestation ». C'est littéralement ce que font les brassards blancs de la France Insoumise qui éteignent les feux en prétendant « protéger les lycéens d'eux-mêmes ». En plus de l'infantilisation et de l'encadrement paternaliste, cela en fait objectivement une force de freinage du mouvement, une force neutralisante. Ce n'est pas en défilant gentiment, en suivant les consignes de la police, du gouvernement, des centrales syndicales ou des partis, qu'en quelques semaines les lycéens ont réussi à inquiéter le pouvoir. Pour espérer le faire vaciller, il faut que le mouvement se généralise et dépasse tout encadrement qui tenterait de le faire rentrer à nouveau dans la petite boîte de la « contestation correcte » pour qu'il s'y étouffe et s'y éteigne.

Ça a commencé samedi 17 octobre. Ça doit continuer et s'amplifier.
Les pacificateurs nous mènent droit dans le mur.

ORGANISONS-NOUS, BATTONS-NOUS.

IMPRIMER & DIFFUSER LE TIRE-AU-FLANC DEPUIS LE SITE : LOUKANIKOSRENNES.WORDPRESS.COM
POUR NOUS CONTACTER : TIRE-AU-FLANC@RISEUP.NET